

Ukraine : au cœur des rivalités impériales

31 janvier 2014



Ahmed HALFAOUI

Le scénario syrien semble bien se confirmer en Ukraine. Tous les ingrédients s'y rassemblent. D'abord la très forte et manifeste implication des Etats-Unis et de l'Union Européenne et de leur machine de propagande, ensuite le radicalisme des leaders de l'opposition, enfin le refus d'un pouvoir, élu démocratiquement celui-là, de souscrire à ce qui ressemble de plus en plus à une tentative de coup d'Etat.

Les Ukrainiens, eux, sont loin d'être consultés ou seulement d'intéresser les capitales occidentales qui font feu de tout bois pour obliger l'Etat ukrainien à se plier au diktat de Bruxelles, à celui des banques qui dirigent l'économie européenne. L'argument est le suivant : " les ukrainiens veulent rejoindre l'Europe ". Ils seraient dans le même temps désireux de se libérer d'un pouvoir " pro-russe ". Ce qui mérite pourtant un peu plus de circonspection, puisqu'un sondage réalisé en décembre 2013 ne donne que 46% d'opinions favorables à cette opération, contre 36 % pour l'intégration du pays à l'union douanière (russe).

Un sondage n'étant pas un référendum, il reste à démontrer si ces taux peuvent se maintenir s'il est expliqué que les clauses de l'U.E comportent un certain nombre de mesures qui sont loin de conforter cette image galvaudée du " rêve européen ", vivace notamment dans l'ouest du pays. A commencer par les sévères mesures d'austérité que le gouvernement doit appliquer, dont des coupes budgétaires drastiques sur les dépenses publiques avec l'impact qui s'en suivra sur les prestations de l'Etat, en matière de services aux citoyens ou de transferts sociaux par exemple, et sur l'emploi. Sans préjudice des conséquences désastreuses de l'ouverture débridée du marché national sur les entreprises locales, très peu préparées à affronter la concurrence des produits de leurs homologues de l'ouest, autrement mieux plus performantes et plus solides financièrement parlant.

Ceci expliqué et débattu démocratiquement, il est fort peu probable que les " pro-européens " restent aussi nombreux qu'il y paraît. Même poussés par la misère de masse endémique qui règne, les Ukrainiens, qui répondent à l'appel de ces partis de droite et d'extrême-droite, risquent fort d'être beaucoup moins séduits par les perspectives réellement offertes et qu'on leur cache. Soit ce qu'il serait juste d'appeler " l'offre européenne ". Une offre qui ne comporte pas en vérité une intégration au sein de l'Union, mais un simple accord d'association, assorti d'une aide de 610 millions d'euros.

Avec derrière, un plan de réajustement aux coûts de plusieurs milliards d'euros, qui ne prévoit aucun programme de développement économique et social, seulement des facilités offertes aux forces du marché, à la spéculation et aux " affaires " en général.

En prime, les Etats-Unis auront affaibli la Russie en créant une " zone tampon " de cette puissance avec l'Europe et un grignotage supplémentaire du territoire de l'ex- Union soviétique. Il reste cette grande inconnue que ne comprend peut-être pas cette démarche. Il s'agit de ce que Moscou envisage pour sa propre défense.

On peut lorgner, toutefois, vers ces 30 % d'Ukrainiens russes, qui peuvent demander une sécession de leur région en dernier ressort, si l'Alliance atlantique et ses relais intérieurs gagnent la partie.

Ahmed Halfaoui

»» <http://www.lesdebats.com/editions/260114/les%20debats.htm>